



lundi 10 février 2020

Lycées occupés par les flics, jeunes gazés, profs menacés

Après nous, nos enfants ?

Macron a appelé ses troupes à faire preuve « d'humanité »... suite à la bourde de la ministre du Travail, qui avait refusé de voter l'allongement à 12 jours du congé parental en cas de décès d'un enfant. Mais ne vous y trompez pas... L'« humanité » de Macron, c'est pour la frime.

Un bac Blanquer... à la sauce Castaner !

Pour un simple départ de feu dans une poubelle lors d'un rassemblement devant leur lycée, 4 lycéens se sont retrouvés en garde à vue toute la nuit, avant d'être déférés au parquet de Paris. Dans les lycées comme ailleurs, le gouvernement, ministre Blanquer en tête, tente de faire passer en force une réforme dont personne ne veut : professeurs comme élèves dénoncent depuis des semaines le flou total dans lequel se déroulent les épreuves du nouveau bac et le stress que cela engendre.

Partout, les manifestants sont unanimes : la colère est forte contre ces épreuves, mais aussi contre l'état de l'éducation, où la suppression de postes et le manque de moyens dégradent les conditions d'étude et augmentent les inégalités.

Alors, la réponse du gouvernement, c'est « l'humanité » en actes. Au lycée Guist'hau de Nantes, les élèves ont été gazés à bout portant. De même à Bordeaux, à Rennes, au Mans ou en Seine-Saint-Denis, où les épreuves se sont tenues parce que les policiers jouaient aux cow-boys dans les couloirs du lycée. Ministre et recteurs se sont déchaînés, produisant des circulaires menaçantes, exigeant des chefs d'établissement qu'ils sanctionnent à tour de bras, qu'ils ponctionnent les salaires des profs, quitte à être dans l'illégalité, qu'ils menacent les élèves d'un zéro à une épreuve comptant pour 30 % de la note du bac pour les lycéens...

Certains directeurs d'établissement s'y sont complaisamment prêtés, croyant sans doute qu'ils dirigent une prison et non un lycée...

D'ailleurs, dans certains établissements, à Bordeaux, à Aiguillon, les lycéens ont été confinés,

enfermés, grilles cadenassées, alarmes incendies désactivées par ces proviseurs trop zélés.

Au point que Rodrigo Arenas, le président de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves, dénonce la criminalisation des élèves protestataires « *punis parce qu'ils se rebellent... c'est délirant* », conclut-il.

Malgré tout cela, les épreuves ont été perturbées dans 660 établissements, et dans plus de 200 les épreuves ont même dû être reportées ou annulées. « *Là où personne ne crée de désordre, les choses se passent tout à fait normalement* » a fini par déclarer Blanquer le 5 février. Sauf qu'à force de tirer sur la corde, le désordre se généralise.

Une brèche dans le mur du mépris ?

Blanquer & Co ont beau dire que les épreuves se déroulent correctement dans l'ensemble, la situation est telle qu'il vient d'annoncer qu'il allait organiser différemment les prochaines épreuves. Ce recul, on le doit à la mobilisation qui a mis sur le devant de la scène le mépris d'une hiérarchie pour ses agents et la volonté d'en découdre collectivement. De quoi donner confiance pour continuer la lutte contre la réforme des retraites.

Le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation. En témoignent les avocats, les éboueurs de Paris et Marseille, les agents d'Enedis, ceux des centrales nucléaires, et tous les manifestants qui ont participé à la journée du 6 février, faisant remonter les chiffres des manifestations. Avec tous ces foyers de contestation, nous pouvons encore donner des sueurs froides au gouvernement !

Il n'y avait pas le feu au lac...

Après un premier report à fin mars, les mesures spécifiques Saint-Ouen viennent d'être repoussées à fin juillet. Alors que la direction nous a seriné pendant des mois qu'il fallait partir avant le 31 décembre 2019, que les mesures de départ seraient sûrement moins « favorables » pour l'année 2020, nous vérifions -une fois de plus- qu'il ne faut jamais croire à parole de patron, et que cette épée de Damoclès qu'ils ont mis au dessus de notre tête avait pour unique but de nous faire partir dans la précipitation.

Pas de congé pour leur mesquinerie

Alors que l'usine va bientôt fermer, et que la production réduit à vue d'œil, la direction veut, encore une fois, nous empêcher de prendre nos congés à notre guise cet été. Il n'y aura que trois semaines de fermeture, comme les années précédentes.

Un petit tour à Poissy

La semaine dernière, une visite à Poissy a eu lieu pour ceux d'entre nous qui réfléchissent à y aller après la fermeture de Saint-Ouen. Aucun covoiturage n'était organisé, à nous de nous débrouiller pour y aller. On ne nous a montré que le Montage, histoire de nous faire comprendre que seuls les postes les plus durs nous seraient proposés.

Tout est fait pour nous dissuader de demander Poissy, on nous met la pression pour quitter le groupe... A nous d'imposer ce que nous voulons vraiment.

La psychologie du licencié

M. Sécurité est passé pour nous présenter la nouvelle psychologue qui est maintenant présente quelques jours sur l'usine.

Un petit moment d'hypocrisie façon PSA, pour montrer qu'ils font tout pour se soucier de notre bien-être, tout, sauf arrêter de nous harceler pour qu'on quitte les lieux et pouvoir tranquillement fermer notre usine.

Du social qui bégaye

La nouvelle assistante sociale vient de partir. Une autre personne doit être recrutée pour fin février. D'ici là, une assistante sociale viendra d'un autre site pour les urgences. Parmi les personnes qui sont censées nous aider, le turn-over continue. Préparons nous à ne pas répondre à des questions qui nous ont déjà été mille fois posées, et à ne pas remplir des documents déjà transmis.

L'union européenne allonge le pognon pour PSA

Opel a annoncé vendredi dernier l'ouverture d'ici 2023 d'une usine de batteries pour voitures électriques à Kaiserslautern. Dans le même temps, PSA annonce l'ouverture prochaine d'une usine similaire dans les Hauts-de-France. Quel effort d'investissement ! D'autant plus facile à faire qu'il est assuré avec de l'argent public. Sur les 5 milliards d'euros nécessaires pour l'ouverture des deux sites, l'union européenne en assure en effet 3,2. Les gouvernements coupent les aides financières pour les travailleurs, mais ils allongent le pognon pour les patrons.

Michelin veut faire rouler les salariés sur la jante

Fin janvier Michelin a annoncé la fermeture de son site de La Roche sur Yon et au passage le licenciement de 613 ouvriers. Histoire de se montrer dégueulasse jusqu'au bout la direction du site a exigé des salariés qu'ils ramènent ou remboursent les 4 pneus que la boîte leur cède au prix d'un, en « avantage » nature.

Devant la mauvaise pub et la réaction des salariés la direction a reculé. Mais elle va peut-être les récupérer, en feu devant les grilles de la boîte...

Les battements de cœur de la ministre

À l'Assemblée nationale, il vient d'être proposé d'allonger de 5 à 12 jours le congé accordé à la suite du décès d'un enfant. Spontanément, la ministre du Travail, Pénicaud, s'y est opposée, faisant preuve d'une empathie certaine... pour les employeurs : un congé « payé à 100 % par l'entreprise », vous n'y pensez pas !

Ex-directrice adjointe de Dassault Systèmes, ex-directrice générale des Ressources Humaines du groupe Danone, elle est aujourd'hui ministre du Travail..., pas des travailleurs !

Israël/Palestine : la paix selon Trump et Macron

Le 28 janvier, Trump a osé appeler « plan de paix » son projet qui s'aligne sur toutes les demandes de la droite et de l'extrême droite israéliennes. Ce plan prévoit l'annexion de tout Jérusalem et d'une large partie de la Cisjordanie à l'État d'Israël. D'un État palestinien, en revanche, il ne resterait qu'une promesse soumise à des conditions colonialistes, sur un territoire limité et complètement morcelé. Macron a réagi de façon plus que molle : « La France salue les efforts du président Trump et étudiera avec attention le plan de paix ». Mais est-ce étonnant de la part de quelqu'un qui veut assimiler toute critique de la politique d'Israël à de l'antisémitisme ?